

LA COMPARAISON ET LES PARTIS POLITIQUES

Daniel-Louis Seiler

Institut d'Études Politiques de Bordeaux

WP núm. 194

Institut de Ciències Polítiques i Socials

Barcelona, 2001

L'Institut de Ciències Polítiques i Socials fut créé par l'Universitat Autònoma de Barcelona et la Diputació de Barcelona en 1988. L'Institut fait partie de l'Universitat Autònoma de Barcelona.

La série "Working Papers" publie des travaux en cours de recherche, en vue d'encourager l'échange de points de vue scientifiques. La publication d'un texte dans cette série n'empêche pas l'auteur de le publier aussi ailleurs. Chaque auteur conservant tous ses droits sur son texte, la présente publication ne peut être reproduite sans son consentement.



© Daniel-Louis Seiler

Dessin: Toni Viaplana

Imprimerie: A.bis

c/ Leiva, 3, baixos. 08014 Barcelona

ISSN: 1133-8962

DL: B-47.601-2001

“En organisant son enterrement, le Parti ouvrier unifié polonais, parti des communistes polonais, prépara une nouvelle escroquerie. Il désire renaître d'emblée dans les habits de la social-démocratie. Ce parti qui n'était ni ouvrier ni unifié et dont la polonité doit être interrogée car il est né de la volonté et a été l'instrument du dictateur de l'empire voisin -Joseph Vissarionovitch Staline- s'imagine qu'il suffit de faire une déclaration solennelle pour être considéré comme une social-démocratie honnête”

(tract du Parti socialiste polonais,
Varsovie, 25 janvier 1990)*

Imaginons que nous posions la question des rapports entre l'analyse comparative et l'étude des partis à un spécialiste des sciences sociales, particulièrement versé dans l'épistémologie mais peu au fait de l'état de la littérature concernant les partis politiques. Il ne pourra que nous répondre par une autre question: concevez-vous qu'il soit possible de traiter *des* partis politiques autrement que de manière comparative? On peut parler *d'un* parti au singulier, relater son histoire particulière, décrire par le menu les rouages de son organisation, s'imprégner de sa culture en partageant la vie de l'une de ses sections, mais on ne peut évoquer *les* partis que par la médiation d'un concept fruit d'une généralisation, et partant, établie par le recours à la méthode comparative. Le drame, en science politique, est que la généralisation se fonde souvent sur une comparaison implicite et rarement raisonnée. De fait il n'existe que deux moyens d'étudier le phénomène partisan: soit dans une approche ethnologique rigoureusement singularisante et qui porte sur *un* parti, soit dans une approche comparative qui se veut généralisante et qui porte sur *les* partis politiques. L'une et l'autre sont également légitimes, l'une et l'autre sont également scientifiques et entretiennent entre elles le même rapport que celui qui unit l'ethnologie à l'anthropologie; la seconde ne s'avère possible que si la première a atteint un niveau suffisant de développement.

C'est l'approche comparative qui retiendra notre attention car elle se révèle incontournable dès lors qu'on généralise mais jusqu'où peut-on généraliser? Le concept de “parti politique” est-il universel? Plus concrètement, si ce concept se décline dans des cas nombreux du fait de la diversité des cultures, quelle est, dès lors, la portée des classifications des partis? Quelles réponses offre l'analyse comparée des partis politiques?

I. L'INCONTOURNABLE COMPARAISON

Soit l'énoncé: “depuis sa victoire électorale de 1982, le PSOE a cessé d'être socialiste pour devenir social-démocrate”. Il postule qu'un parti -le PSOE- a correspondu à un concept -socialiste-, qu'il relève aujourd'hui d'un autre -social-démocrate- censé être différent du premier; l'un et l'autre renvoyant à des classes d'éléments au sein d'une classification censée procéder, elle même, d'une comparaison. Or la pratique langagière, tant des hommes politiques que des journalistes voire celle des politistes, révèle que les termes “socialistes” et “social-démocrates” sont indifféremment utilisés l'un pour l'autre. L'énoncé fait ci-dessus, et que chacun comprend, serait-il un pléonisme le rendant absurde? Seule une analyse comparative menée dans le temps et dans l'espace permettrait de clarifier la relation ambiguë qui

s'est établie entre le concept -un type d'idéologie, de partis ou de politiques (encore faudrait-il préciser)- et les mots, en l'occurrence "socialiste" et "social-démocrate". Cependant, il y a quelques vingt-cinq ans, Pierre Rosanvallon concevait "le socialisme autogestionnaire comme alternative concrète, en comprenant que ce ne sont pas tant les abandons et les trahisons du mouvement social-démocrate qui sont en cause que ses fondements mêmes: conception des rapports entre l'État et la société, nature des réformes de structures essentielles, dynamique de la transformation sociale, rôle du Parti dans la société, etc. C'est en ce sens qu'une réflexion sereine et lucide sur la social-démocratie peut contribuer à faire avancer le socialisme français dans sa recherche originale d'un socialisme centré sur l'autogestion"¹. Cette quête de rupture par rapport à un modèle germano-scandinave censé incarner la social-démocratie anima également le PSOE avant 1982 et ce d'autant plus que certains secteurs de l'UCD d'Adolfo Suárez se revendiquaient explicitement d'une conception social-démocrate². De même au Portugal, le PS se trouve depuis l'origine confronté à un Parti social-démocrate qui, après avoir vainement demandé son adhésion à l'Internationale socialiste, s'en alla siéger au groupe libéral du Parlement européen pour rejoindre ensuite les conservateurs au PPE!

Depuis le début des années quatre-vingt les socialistes français ou espagnols ont, à leur tour, connu leur content d'abandons et de trahison. Sont-ils pour autant devenus sociaux-démocrates? Pour faire bonne mesure et ne pas nous cantonner du même côté de la scène politique, prenons un second exemple toujours ibéro-européen mais plus récent. Au printemps de 1999, lors de la Grand'Messe politique qui marquait le point culminant de la campagne des élections européennes et qui se tenait à Madrid, José María Aznar, évoquant dans son homélie, les grandes figures des pères-fondateurs démocrates-chrétiens -Schuman, Adenauer, de Gasperi- de l'aventure européenne, s'exclama: "*Somos los herederos!*". J'avoue avoir éprouvé une douce hilarité en lisant la relation des propos du Président du Conseil espagnol dans la presse: je me souvenais de la délégation espagnole au Congrès de Munich du Mouvement européen en 1961 dont les membres démocrates-chrétiens -au nombre desquels se trouvait Gil Roblès, le chef de la CEDA de 1934- et libéraux se voyaient interdits de retour au pays sur l'ordre du *caudillo*. Or à l'époque les parents, amis et le milieu politique dont est issu le Président Aznar comptaient au nombre des partisans de Franco. J. M. Aznar -dont les mérites personnels ne sont pas en cause ici- reconnaît bien volontiers que c'est à Manuel Fraga qu'il doit sa conversion à la démocratie. Mais le Président de la Galice, comme celui du gouvernement espagnol ainsi que leur parti, le *Partido popular*, en sont-ils pour autant devenus démocrates-chrétiens?

Lorsque l'Espagne rejoignit la Communauté européenne le PP se retrouva, tout naturellement, aux côtés des conservateurs britanniques et danois. Cependant l'étiquette "conservatrice" reste encore mal reçue dans les milieux de la "droite" des pays latins; d'autant plus que celle-ci prône volontiers le changement, les privatisations, l'ouverture aux marchés internationaux et, dans cet ordre d'idées, le label "démocrate-chrétien" dégage un parfum d'humanisme, de respectabilité centriste, d'antifascisme même³. Qu'il est bon de troquer chemise bleue et bottes contre un complet de flanelle grise de chez un bon faiseur! Le label "social-démocrate" connaît la même faveur et est l'objet du même investissement mais de la part des ex-PC des pays d'Europe centrale et orientale, c'est-à-dire par les héritiers de ceux là mêmes qui prononcèrent la dissolution et l'interdiction des social-démocraties historiques de ces pays. "Social-démocrate" et "démocrate-chrétien" constituent aujourd'hui des labels de qualité particulièrement recherchés par les partis et dont l'Internationale socialiste et le PPE détiennent le monopole d'attribution.

Faire oublier un passé souvent fait d'acointances douteuses ou de promesses irréalistes représente le lot commun des partis de gouvernement, dans certains pays la reconnaissance par des internationales vaut brevet d'européanité. Par surcroît ces dernières sont aussi le siège d'influences nationales, de la volonté de contrôle du Parlement européen -dont les pouvoirs croissent- par certains partis ou certains pays soucieux de se créer une clientèle de partis débiteurs devenus affidés. Nombre de partis d'Europe centrale se trouvent en dette face aux puissantes *Stiftungen* des partis allemands qui leur fournissent aide matérielle, financière, technique, campagnes électorales livrées clef en mains, etc... Les deux étiquettes, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates, qui se révèlent les plus *fashionable*, recouvrent aujourd'hui des réalités à géométrie variable selon le pays et l'époque. Les utiliser dans une analyse scientifique équivaldrait, en "entrant" ingénument dans le discours partisan à sombrer dans une faute méthodologique grave que dénonce Giovanni Sartori le *conceptual stretching*⁴.

Est-ce à dire qu'il faut les abandonner pour autant une analyse comparative ne peut que montrer qu'elles correspondent à des réalités historiques et sociologiques transnationales, à l'échelle de l'Europe du moins. On peut en rendre compte par des concepts qui ne soient pas élastiques. Gageons qu'alors, bien des partis apparaîtront comme autant de pseudo démocratie-chrétiennes et de pseudo social-démocraties! "Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément" écrivait Boileau dans son "Art poétique", une maxime qui vaut son besant d'or et s'applique à toute démarche intellectuelle. Mais pourquoi faut-il que les politistes en soient ignorants au point de prendre le discours des partis pour argent comptant, confondant ainsi formes langagières et stratifications géologiques?

Le recours à la méthode comparative permet ainsi aux politistes de se départir de la naïveté avec laquelle ils abordent trop souvent les partis et de prendre le discours partisan pour ce qu'il est: un marqueur identitaire, bien sûr, mais aussi un outil de mobilisation et souvent de manipulation dont les cibles sont hautement variables. Souvent la chute dans le piège du langage et la reprise d'un lexique qui traduit souvent une "lutte des classements" au sens de Bourdieu, provient d'un manque de décentration de la part des observateurs.

Phénomène sans précédent d'une assemblée élue sur une base multinationale, les premières élections européennes de 1979 constituent un événement emblématique autant par le fait en lui-même que par la manière dont les observateurs "autorisés" le rapportèrent *in illo tempore*. Par exemple E. Gazzo, éminent journaliste spécialisé dans les affaires "communautaires", grand militant de la cause européenne et fondateur de l'Agence Europe, relatait la fondation de l'Union démocratique européenne -regroupement thatchérien des conservateurs anglo-scandinaves, du RPR et des plus ultralibéraux d'entre les démocrates-chrétiens (CDU, CSU, ÖVP)- en la qualifiant de curieux animal politique. L'UDE rassemblait des formations qu'en Italie de l'époque on eût considérées comme libérales ou démocrates-chrétiennes: le fait d'opposer une alternative antisocialiste à l'IS lui échappait totalement. De fait la plupart des observateurs italiens analysèrent la campagne et les résultats des européennes de 1979 selon un schéma tripartite: socialistes, démocrates-chrétiens et libéraux. De leur côté leurs homologues britanniques cherchaient partout des équivalents des conservateurs et des travaillistes et, le cas échéant, des originaux semblables aux libéraux tandis qu'en France on répartissait sans appel les partis entre

gauche et droite. Un découpage à la hache dont le simplisme sommaire a trouvé grâce aux yeux des services de presse et d'informations concernés tant à la Commission qu'au Parlement européen.

Faute d'être au fait des subtilités culturelles et historiques de chaque vie politique nationale, nombre de politistes généralisent abusivement à partir de leur propre expérience du système de partis de leurs pays respectifs. Ainsi ce qui est bon pour Westminster l'est pour l'Europe et ce qui est vrai au Palais Bourbon l'est dans le Monde entier: manque patent de décentration. En effet les "deux tendances les plus naturelles de la pensée spontanée et même de la réflexion en ces stades initiaux sont de se croire au centre du monde, du monde spirituel comme matériel, et d'ériger en normes universelles les règles ou même les habitudes de sa conduite"⁵. Cet ethnocentrisme primitif que nous décrit Jean Piaget ne peut être vaincu que par l'analyse scientifique mais encore faut-il qu'elle n'en soit pas polluée à la base. "Constituer une science ne se réduit donc nullement à partir de cette centration initiale et à accumuler des connaissances sur un mode additif, mais suppose également que cette addition s'accompagne de systématisation: or la première condition d'une systématisation objective est une décentration par rapport au point de vue propre, dominant au départ. C'est cette décentration qu'assure l'attitude de comparatiste tout en élargissant les exigences normatives jusqu'à les subordonner à des systèmes de références multiples"⁶.

II LA RELATIVITÉ DU CONCEPT DE PARTI

L'attitude comparatiste doit nous amener jusqu'à soumettre aux exigences critiques le concept élémentaire lui-même, celui de parti. Historiquement, certaines formations qui pourtant sollicitaient les suffrages des électeurs ne se définissaient pas comme des partis. Ainsi à la Libération, les démocrates-chrétiens du MRP, aveuglés par le double héritage de l'Action catholique et de la Résistance, refusaient de se considérer comme un parti: ils se voulaient un *mouvement*. De même, un peu plus tard, le RPF gaulliste se proclamait *rassemblement*. Plus tard encore les Verts récusait l'idée d'une organisation partisane. Dans les ex-démocraties populaires le mot "parti" fut dans un premier temps perçu comme stigmatisant car il évoquait "*le*" *Parti* que chacun abominait: 1989 fut l'année des forums civiques ou démocratiques. Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre et nul, ni les Verts ni le RPR, ne conteste sa catégorisation comme parti politique; quant aux forums, ils appartiennent désormais au passé. Cependant le risque de tomber dans l'excès inverse nous guette: le *conceptual stretching*, toujours lui. Gardons-nous d'universaliser le concept. Pour ce faire on en déterminera d'abord l'étymologie pour ensuite en déduire une implication logique de base et, enfin, en évaluer la portée géographique.

Du point de vue étymologique d'abord, on constate que "parti", "partido", "party", "partito", "Partei", "partia" en russe ou en polonais, "part" en Hongrois dérivent tous d'un verbe français aujourd'hui disparu: "partir" qui signifiait faire des parts. Une signification qui implique, de manière très claire, l'action de diviser une totalité quelconque. Le concept de parti renvoie toujours à la division donc au conflit, ce qui explique l'impopularité initiale des partis et la volonté exprimée par toutes les idéologies totalisantes, tous les populismes, d'en finir avec les partis, ces éternels diviseurs. La présence, dans certaines langues slaves -tchèque, serbe, croate- d'un mot qui désigne les partis sans dériver de la racine française, confirme cette analyse car c'est le nom "côté" -en tchèque "strana"- qui prévaut alors, confirmant un usage parlementaire français qui remonte à la Restauration quand "côté droit" de

l'assemblée désignait les ultras tandis qu'il était également commun de parler des "députés du côté gauche" dans le cas des libéraux. Quoi qu'il en soit, cette seconde étymologie recoupe totalement la première, il s'agit d'un côté par *opposition* à un autre, un camp par *opposition* au camp adverse. Robert A. Dahl intitulait un ouvrage précurseur sur les partis: "*Political oppositions in Western Democracies*" tandis qu'une décennie plus tard, Jean Blondel montrait que derrière chaque parti se cache, parfois refoulé au tréfond de la mémoire, "*a protracted social conflict*"⁷. C'est également dans cette lignée que s'inscrit l'une des contributions les plus décisives du XX^{ème} siècle -en matière de partis politiques- la systématisation de Stein Rokkan au moyen du paradigme des quatre clivages fondamentaux⁸. Ainsi chaque parti représente-t-il le résultat d'une prise de parti pour des intérêts matériels ou idéels faite contre d'autres partisans.

Du point de vue logique ensuite les partis politiques sont donc des agents du conflit et des instruments de son intégration écrivaient Lipset et Rokkan. Pour qu'il y ait conflit il faut qu'existent des divisions et des divergences qui s'affrontent autour d'enjeux: au minimum deux camps doivent se trouver en présence l'un de l'autre. Il n'y a pas de partie sans tout, de prise de parti sans adversaire ni de systèmes de partis sans pluripartisme. Cela signifie que nonobstant Blondel ou Sartori qui, en l'espèce, reproduisent le discours de sens commun, les systèmes à parti unique représentent une contradiction dans les termes⁹. Le parti unique constitue une vue de l'esprit qui sert de cache-misère à des réalités beaucoup plus concrètes que sont le totalitarisme, la dictature ou les divers autoritarismes. Soit on se trouve en présence d'une institution créée par la dictature afin de lui conférer une sorte de légitimité mobilisatrice par référence à un modèle idéologique étranger comme le fascisme ou, dans l'Afrique des coups d'États, "socialistes", soit on se trouve en présence de l'un de ces "modèles". C'est-à-dire un véritable parti qui, au sein d'un système pluripartiste, parvient à éliminer ses rivaux par la force ou par la ruse et à s'emparer de la totalité du pouvoir. Évoquant les Cités-États de l'Italie -au Nord des États Pontificaux- Max Weber constatait déjà que dès qu'ils eurent éliminés leurs rivaux les Guelfes florentins *changèrent de nature*. Son disciple français, Raymond Aron, appliqua cette règle au totalitarisme en proposant un idéal-type du *parti monopoliste*, un parti dont l'ambition vise un pouvoir sans partage et sans alternance et qui, dès qu'il accède au pouvoir, supprime toute concurrence¹⁰. On ne peut plus alors l'analyser comme avant, ni le ranger dans la catégorie taxinomique des partis politiques: promu instance fondamentale de l'État, il a changé de nature. Nombre de politistes le désignent sous le vocable de "parti-État" -et le trait d'union est essentiel. En aucun cas on peut considérer les partis-États comme des systèmes de partis. Il existe des systèmes multipartites et des systèmes bipartites, Blondel nous apprend qu'existent des systèmes à deux partis et demi mais il n'y a pas de systèmes à parti unique, même au sein d'une oligarchie: c'est une impossibilité logique.

Du point de vue de la géographie du phénomène partisan enfin, le cas des partis-États nous montre que les emplois abusifs du mot parti abondent. "Tout ce qui brille n'est pas or" dit un vieux dicton populaire. Les partis politiques naquirent en Occident et Weber considérait qu'ils étaient "les enfants du suffrage universel et de la démocratie". Leur naissance correspondait à des conditions politiques, culturelles, historiques et économiques précises. Le procédé d'accès au pouvoir qu'ils représentent se répandit ensuite dans le Monde entier. Cependant un survol, même rapide, de la littérature canonique traitant des partis et parlant des classiques -Bryce, Ostrogorsky et Michels- aux travaux les plus récents de Panebianco sur les modèles génétiques partisans ou de Katz et Mair sur la cartellisation des partis, nous

renvoit une image massivement occidentale¹¹. Faut-il voir là une sorte de dédain ethnocentriques des politistes dès que les apparences ne correspondent plus aux contours familiers des objets dont ils traitent d'ordinaire? Ou d'une curieuse division du travail scientifique qui attribue l'ordre politique interne à la sociologie politique, l'étude des pays occidentaux à la politique comparée et celle du reste de l'Univers aux *Area Studies*? Pourtant les rares études comparatives qui s'efforcent de rompre avec cette fâcheuse tradition -la fresque de Janda ou, plus modestement, le concept de "parti de mobilisation"- suscitent une impression d'artificialité et engendrent le malaise classique dû à la présence d'un intrus. Faut-il voir là l'effet que ces auteurs nous dérangent dans notre confort et nos habitudes de Travail? Ce n'est pas certain: le même hiatus frappe l'attention lorsqu'il s'agit d'ouvrages collectifs et l'ensemble de ceux consacrés aux pays occidentaux détonne par rapport aux autres. Le mot parti semble désigner des réalités différentes selon qu'on se situe à l'intérieur ou à l'extérieur de l'aire culturelle occidentale.

De fait, réfléchissant sur la double fonction (conflit et intégration) que Rokkan assigne aux partis, Bertrand Badie constate que le phénomène partisan en Occident se fonde sur trois caractères inexportables car façonnés par une longue histoire¹². Un caractère de "sociation" au sens de Weber, en premier lieu. Il découle du "dépérissement des solidarités communautaires" qui engendre une "individuation des rapports sociaux" et, par conséquent, la naissance d'associations volontaires apportant "une situation en propre à l'individu-adhérent". En deuxième lieu, "l'histoire occidentale a intimement mêlé parti et conquête du pouvoir en synchronisant la formation des partis politiques et celle de la mobilisation électorale". En dernier lieu, l'Occident inventa le jeu partisan "alors que s'étaient constitués des clivages sociaux complexes dont l'exaltation alimentait en même temps les dynamiques associatives et la compétition pour le pouvoir". On ne retrouve ces trois caractères ni en Afrique, ni en Asie, ni davantage en Turquie, Badie ne se prononce pas sur le cas de l'Amérique latine. N'ayant pas inventé la logique partisane les pays relevant de ces aires culturelles l'ont importée pour "d'autres considérations stratégiques, porteuses d'autres fonctions: servir d'instrument de *sortie* d'un ordre politique passé où s'imbriquaient dépendance et tradition; agir comme relais de communication politique; permettre de gérer une scène politique qui ne procède pas, du moins à titre principal, de l'exercice concurrentiel du droit de suffrage. La logique de la sortie est paradoxalement la source principale de la dynamique d'imitation. Pour conquérir l'indépendance, les élites des collectivités dominées ont largement emprunté aux puissances coloniales leurs structures organisationnelles". Or là où en Occident "l'ancienneté [des] clivages créait des solidarités horizontales solides, alors que la pérennité des solidarités verticales et des jeux de clientèles suscitent en Afrique ou en Asie une recomposition de la concurrence politique sur le mode du jeu factionnel qui bouleverse d'autant les principales fonctions partisans. La situation de dépendance coloniale où vécurent nombre des pays concernés engendra une configuration politique où au lieu de concourir pour le pouvoir, les partis ont été créés pour rassembler contre la puissance tutélaire sur le mode unanimiste"¹³.

On peut ainsi, à la lumière de l'analyse comparative, s'interroger si le chercheur, en recourant au concept de parti pour désigner les formations politiques se revendiquant de ce nom en Occident, en Afrique, en Asie -on pourrait ajouter en Russie-, ne construit pas l'un de ces fameux *chat-chien* sur lesquels ironise Sartori? A l'instar de cet animal mythique, les partis feraient "miaou" en Occident et "ouah-ouah" en Afrique et en Asie!

III LA RELATIVITÉ DES CLASSIFICATIONS DE PARTIS

Si le concept de parti s'avère relatif à la lumière de l'approche comparative, cette relativité frappe *a fortiori* les classifications de partis et singulièrement lorsque ces dernières se fondent sur des critères d'idéologie ou de programme¹⁴. Pour Sartori deux erreurs de méthode, l'élasticité conceptuelle (*conceptual stretching*) et le gradualisme obsessionnel (*degreism*) conduisent tant de comparatistes amateurs ou incompetents à se lancer dans la traque du "chat-chien"¹⁵. En amont de ces deux erreurs la naïveté langagière, "l'ensorcellement de notre esprit par le langage"¹⁶, fruit de "l'illusion de la transparence"¹⁷ fournit une grande partie des matières premières qui servent à la production en série du "chat-chien". Un produit qui inonde le marché des études portant sur les partis. Nous voudrions, une fois de plus, faire un sort à deux classifications de sens commun dont la coriacité se nourrit grâce aux travaux de comparatistes empiristes, totalement ignorants des langues et des cultures autres que l'anglo-américaine.

La plus imbécile des classifications engendrée par le sens commun est celle des "typologies-étiquettes"¹⁸. Elle consiste à croire que les étiquettes des partis qu'on retrouve en abondance et dans le même énoncé dans la plupart des systèmes désignent la même réalité. C'est-à-dire que, confondant les mots et les choses, cette typologie postule que des vocables comme "conservateur", "démocrate-chrétien", "libéral", "radical" ou "socialiste" signifient partout la même chose et que, par conséquent, leur portée serait, sinon universelle, du moins valable pour l'aire culturelle occidentale. Or de curieuses contradictions émergent dès la confrontation de ces typologies avec l'axe droite-gauche, lui-même fort prisé par les tenants de la connaissance de sens commun. En effet si l'expression "démocrate-chrétien" désigne la droite en Allemagne, le centre en Italie ou aux Pays-Bas, il désigne une partie de la gauche en Belgique, une partie du rêve "travailliste" dont l'écho remonte à la fin de la seconde guerre mondiale ou pour les socialistes des années soixante-dix, le partenaire principal d'un éventuel "Rassemblement des progressistes". L'Italie d'aujourd'hui connaît d'ailleurs deux variétés de démocrates-chrétiens: ceux de droite de la CDU-CCD, membres de la coalition de Berlusconi, et ceux de gauche du PPI, alliés des Démocrates de gauche, DS (ex PCI) au sein de la coalition "*L'Ulivo*" dont le leader pour les élections de mai 2001 est Franco Rutelli, maire (ex-écologiste) de Rome. Le mot "libéral" ne se révèle guère plus transparent: si pour un Français il désigne une composante de la droite -les amis de M. Madelin- comme d'ailleurs pour les Hollandais, les Suisses et jadis pour les Italiens (une variété désormais éteinte dans la péninsule), pour les Belges, les Allemands et les Danois, les libéraux se situent au centre-droit; les libéraux Suédois se maintiennent au centre tandis que leurs homologues britanniques occupent le centre-gauche, n'étant dépassé que par les USA où libéral signifie "gauche", l'aile syndicale et nostalgique du "*New Deal*" du Parti démocrate. Radical est tout aussi confus: schizō de en France (Radicaux valaisiens de droite et Radicaux de gauche), il désigne la droite modérée et de bon ton en Suisse, le centre-gauche au Danemark et l'extrême-gauche aux États-Unis. On ajoutera, pour tourner le couteau planté dans le corps du gros bon sens, que naguère encore bien des politistes confiants dans les décisions de l'Internationale libérale, considéraient le FPÖ comme libéral: en Autriche libéral signifiait extrême-droite!¹⁹

Au moins peut-on concéder que les conservateurs sont partout à droite -sauf en Russie- et les socialistes ou sociaux-démocrates à gauche. À voir... Nous avons vu, ci-dessus, les ambiguïtés qui

connotent ces derniers termes dès lors qu'on souhaite en faire un emploi autre que superficiel. Quant aux conservateurs, que conservent-ils? Évoquant le bilan de Maggie Thatcher, notre excellent collègue Jack Hayward relevant le démantèlement des services publics, l'abandon du système public de santé, en bref la destruction du Welfare State, concluait en disant: "*Conservative? What the hell did she conserve? This woman is Gengis Khano!*"

Divers auteurs n'hésitèrent pas à utiliser, pour qualifier l'ère Thatcher-Major, l'expression "Révolution conservatrice", une formule paradoxale qui ne manque pas d'évoquer le *Gattopardo* de Piero di Lampedusa où le prince déclare qu'il "faut que tout change pour que rien ne change". Toutefois dans la France de ce début de millénaire, ce sont les ténors qui se situent les plus à droite au sein de l'opposition, Alain Madelin et Nicolas Sarkozy qui réclament le plus de changements et se situent dans le camp de la "réforme" au sens défini par Edouard Balladur. En revanche, à gauche, les plus à gauche défendent les acquis sociaux et le nouveau secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, constatait que le syndicalisme français "faisait de la résistance".

Une analyse comparative menée non pas au *moyen de*, mais portant *sur* l'axe droite-gauche, montre qu'il fut inventé en France vers 1792 où il servit à désigner une série d'oppositions successives: absolutistes contre libéraux, monarchistes contre républicains, cléricaux contre laïcs, possédants contre travailleurs, libéraux stricts contre sociaux-libéraux. Les niveaux d'oppositions interférant dans de longues périodes de transition la droite française d'aujourd'hui occupe la situation qui fut celle des "Républicains de gauche" -groupe de Poincaré et remontant à Jules Ferry- sous la Troisième République et que l'un de ses présidents, Jules Siegfried, définissait comme "des hommes du centre que les malheurs du temps forcent à siéger à droite". A la lecture de la magistrale Histoire des droites en France de M. René Rémond on constate que hormis Philippe de Villiers et son MPF, tous les courants de la droite française naquirent à gauche; plus précisément, ce sont d'anciennes gauches que l'émergence de gauches nouvelles déportèrent d'abord au centre puis à gauche, réduisant ainsi à la portion congrue la droite légitimiste, la seule qui soit historique²⁰. Et l'extrême-droite ne fait pas exception, comme le démontra Marc Crapez, elle aussi vient de gauche²¹.

Droite et gauche sont des mots investis d'une forte charge émotive, culturellement connotés qui, à géométrie variable dans le temps comme dans l'espace, sont dénués de toute pertinence scientifique et qui, en aucun cas, ne sauraient fonder une classification des partis: ils relèvent d'une lutte politique des classements où ces derniers s'opposent. Loin de nous l'idée que ces termes soient dénuées de sens ou, comme le prétendent d'aucuns, que l'opposition entre la droite et la gauche soit dépassée. En un sens elle était déjà dépassée en 1900, elle fut dépassée avant de naître! En un autre sens elle existe depuis la Restauration sinon depuis la Révolution, elle désigne également des réalités lorsqu'on la situe *hic et nunc* mais perd tout sens dès lors qu'on en étend la portée historique et géographique. On peut fructueusement en faire l'histoire: la diachronie de ses glissements sémantiques. De même on peut la livrer à une analyse comparative de type synchronique²². Excellent objet d'étude, elle atteint le *summum* de l'élasticité conceptuelle lorsqu'on en fait un outil d'analyse ou le principe organisateur d'une typologie. Par surcroît elle résiste à toute conceptualisation comparative visant à la réduire à un invariant. C'est un privilège de bien des termes du vocabulaire politique qui parlent à l'affect et non à la Raison, droite-gauche le partagent avec Nation ou Liberté par exemple.

IV LES NIVEAUX DE L'ANALYSE COMPARATIVE DES PARTIS

L'analyse comparative permet, lorsqu'elle est menée avec rigueur, au politiste de se déprendre de biens des illusions, des mythes et de déjouer les stratégies langagières des partis qui, pratiques pour les uns -souvent les Allemands dotés de services de recherches sérieux et épaulés par les puissantes *Stiftungen*-, de naïveté ethnocentrique pour les autres, n'hésitent pas à conclure des alliances contre-nature pour peu qu'elles soient transfrontalières²³. Elle permet également aux comparatistes de débusquer et de traquer les nombreux "chats-chiens" qui croisent inévitablement leur route et ce sans devoir recourir à l'oracle de Delphes...

Nous voudrions, dans un premier temps, donner un exemple de "bonne comparaison" -au sens de Sartori-, c'est-à-dire une conceptualisation à partir d'un thème familier mais qui ne soit pas "élastique". Dans un second temps on s'attachera à présenter une synthèse de différents niveaux que peut adopter l'analyse comparative des partis politiques.

Pour revenir à l'exemple qui sert de *Leitmotiv* à notre analyse, la social-démocratie, elle peut faire l'objet d'une conceptualisation digne de ce nom. Comme nous avons, au fil de notre exposé, quelque peu malmenés les hommes politiques et leurs discours, nous prendrons l'analyse de l'un d'entre-eux comme exemple du "Bien comparer" sur le sujet pourtant délicat de la social-démocratie. Notre politique, l'ancien Premier-ministre, Michel Rocard, a d'autant plus de mérite qu'il traite d'un domaine où il se trouve personnellement impliqué: difficile de conserver "le regard éloigné" qui convient au politiste! Et pourtant... Il y a là matière à faire honte à bien des comparatistes "de profession". Dans une brève étude sur la comparaison des partis de "gauche" -entendre comme défense des salariés- Michel Rocard dégagait les "caractéristiques sociologiques et organiques des grandes social-démocraties européennes: une base ouvrière majoritaire, une hégémonie quasi absolue à gauche, des rapports organiques non seulement avec le syndicalisme, mais aussi un vaste réseau de mutuelles, d'associations et de coopératives"²⁴. Le caractère stigmatisant qui affecta longtemps le vocable social-démocrate, Rocard parle même de "connotation injurieuse" et lui valut, en échange, les faveurs de la "droite éclairée" provient du léninisme et de sa rhétorique. Or, nous montre l'auteur, "ce recours à l'injure joue en quelque sorte pour le mouvement communiste une fonction d'exorcisme qui vise à masquer les traits les plus frappants de la filiation entre social-démocratie et communisme"²⁵. De fait les caractères énoncés ci-dessus valent pour les grands PC d'Occident mais la convergence embrasse encore le rôle déterminant dévolu à l'État, "un référent théorique commun", "une même croyance dans le caractère automatiquement progressiste du développement des forces productives" ainsi qu'une "commune évolution vers le nationalisme". En définitive seuls deux "butoirs" protégèrent les sociaux-démocrates de la dérive totalitaire qui emporta les communistes:

— "Le butoir politique du suffrage universel d'abord. Après avoir accepté, à la suite d'Engels, d'en faire son moyen quasi exclusif de conquête du pouvoir, elle a admis également d'en accepter la sanction négative".

— “Le butoir économique enfin: la social-démocratie a abandonné très tôt en pratique, sinon en théorie, la thèse d’une appropriation intégrale des moyens de production”²⁶.

[...] “Nous voici donc aujourd’hui devant un paradoxe”, conclut Michel Rocard, “les partis communistes qui n’ont pas eu de mots assez durs pour dénoncer la social-démocratie [...] sont probablement les partis les plus proches de la social-démocratie de type allemand en Europe du Sud. Ils ont déjà accepté le premier butoir [...]. Ils récusent encore théoriquement le butoir économique mais s’y sont depuis longtemps adaptés en pratique”²⁷.

L’histoire a donné raison à l’homme d’État qui écrivait ces lignes en 1979. La social-démocratie est née en Italie, non sur le tronc moisi d’un PSI corrompu par l’affairisme de Craxi, mais de l’organisation du PCI devenu PDS puis DS (démocrates de gauche). Le même phénomène se développa en Hongrie, à l’aube de la dernière décennie du XX^{ème} siècle où le MSZP (Parti socialiste hongrois) naquit des cendres de l’ancien parti communiste provoquant non seulement la démocratisation du pays mais encore en renversant le domino magyar du “rideau de fer”, celle de l’ex-glacis européen de l’Empire soviétique.

L’évolution aurait pu s’avérer pareille en Pologne: Edward Gierek était aussi réformateur que Kadar et les communistes rénovateurs étaient aux commandes du “parti” dans les deux pays. Cependant, alors qu’en Hongrie ils poussèrent les feux de la social-démocratisation, en Pologne ils pratiquèrent la navigation à vue répondant, au coup par coup, aux revendications ouvrières médiatisées par *Solidarnosc* et l’Église catholique. Pire encore, ils n’hésitèrent pas à recourir à un *Putsch* militaire (1981) et à la loi martiale pour venir à bout de la mobilisation syndicale. Ce n’est qu’après avoir constaté l’échec de leur politique qu’ils se résolurent à négocier avec l’opposition démocratique: le résultat se traduisit dans des élections libres mais non démocratiques puisqu’une majorité de sièges à la Diète -le Sénat- doté de maires de pouvoirs était démocratiquement élu- était attribuée aux Communistes et à leurs alliés. Décidément le PZPR ne parvenait pas à se départir de la logique du Parti-État alors que leurs camarades hongrois brisaient l’état du totalitarisme. Derechef “the best led schemes of mice and men get...”. La réponse du peuple polonais se traduisit dans une déferlante qui donna tous les sièges élus à solidarité. Le PZPR fut alors “lâché” par ses affidés des partis paysan et démocrate qui s’allièrent avec *Solidarnosc* pour constituer, sous la direction de T. Mazowiecki, le premier gouvernement non communiste au sein du “bloc de l’Est”. Une évolution vers la Social-démocratie que les rénovateurs hongrois avaient menée de main de maître alors que les polonais la subissaient. Il faut ajouter que les homologues de Gyula Horn et ses amis étaient la tendance social-démocrate du PZPR conduite par T. Fiszbach et non MM. Kwasniewski et Miller qui correspondent mieux au courant incarné en Hongrie par Karoly Grosz ce sont ces derniers qui revendiquent aujourd’hui, au nom du SLD (gauche démocratique) l’héritage de la social-démocratie. Le moindre des paradoxes est que ce parti qui médiatise la volonté politique de l’ancienne *Nomenklatura* devenue la nouvelle classe capitaliste ainsi que celle des Polonais non ou peu catholiques, témoigne d’un attachement enthousiaste à l’Europe et à l’économie de marché qui lui donne un profil “social-libéral”²⁸. Le SLD a récemment pris ses distances par rapport à l’ancien “syndicat officiel” OPZZ, présente un “biais patronal” de plus en plus accentué et le médiateur privilégié du mouvement ouvrier et syndical reste solidarité.

Le SLD est désormais un parti démocratique mais tant son passé “golpiste” que son articulation avec les différentes forces sociales ne permettent pas de le considérer comme social-démocrate sinon au prix d’une élasticité conceptuelle inadmissible.

Le concept de social-démocratie tel qu’il ressort de l’analyse menée par Michel Rocard correspond à une vision qu’inscrit dans la durée car on peut retrouver des strates successives qui correspondent aux influences de Lasalle, Engels, Kautsky et qui vont jusqu’à l’emblématique congrès fondateur de Bad-Godesberg en 1959. En revanche les considérations portant sur un SLD patronal et qui ne se discrimine que par l’opposition à l’Église se basent sur un temps plus court et, en ce qui concerne les trajectoires individuelles du Président Kwasniewski -qui fut ministre du général Jaruzelski- et des réformateurs, sur les acteurs. Ces exemples ressortissent à des niveaux d’analyse qu’on peut synthétiser rapidement dans un tableau de correspondances.

La lecture du tableau 1 proposé montre qu’il s’inspire directement de la conception braudélienne des trois temps. Le grand historien distinguait d’abord le temps court, l’événement, le temps fait à la mesure de l’Homme; ensuite il déterminait un temps à moyen terme, les conjonctures, le temps qui s’écoule plus lentement avec la succession des générations et enfin, le temps long, la longue durée des structures, le temps presque immobile des *invariants*²⁹.

La projection sociologique de la théorie de Fernand Braudel s’opère aisément. Au temps long, voué à la recherche d’invariants historiques, correspond l’analyse macro sociologique, forcément holiste, attachée à la reconstruction des structures sociales dont le rythme de changement s’appréhende dans la longue durée. En politique comparée on retrouve là les perspectives d’Eisenstadt, de Rokkan, Tilly ou Skockpol. Au temps moyen, voué à la recherche de cycles et d’inter cycles, correspond -pour reprendre les termes d’Edgar Morin- l’analyse mésosociologique³⁰, qui scrute le développement de la dialectique de l’acteur et du système: elle fonde, selon deux de ses maîtres, la sociologie des organisations. En politique comparée on peut en trouver une variante récente dans la méthodologie originale quoique statique proposée par Charles Ragin. Au temps court, celui de histoire immédiate vouée à la collecte des événements, correspond l’analyse microsociologie attachée à l’action “de l’homme en société”, à sa socialisation, aux modes de rationalités et aux stratégies qu’il met en œuvre. En politique comparée, les travaux de Ronald Inglehart entrent dans cette catégorie.

En confrontant les temporalités d’une part avec de l’autre les niveaux de focalisation de l’analyse sociologique, on obtient ainsi trois modes d’analyse comparative des partis politiques. En premier lieu, l’approche holiste des clivages politiques qui s’inscrit dans le droit fil de la longue durée et de la macrosociologie. Elle fut fondée en 1967 par l’œuvre séminale de Lipset et Rokkan, *Party Systems and Voters Alignments*. N’oublions pas que si en Europe de l’Ouest les clivages furent “gelés” avec la consolidation démocratique qui survint après la Première guerre mondiale, les “révolutions” qui les engendrèrent remontent pour l’une à la Réforme et pour l’autre à la Révolution industrielle. En second lieu, l’étude comparative des organisations partisans qui procède de la sociologie des organisations se révèle la plus ancienne. Elle remonte, d’une part, aux travaux précurseurs de Michels, d’Ostrogorsky et d’Augustin Cochin et à la sociologie de Max Weber, d’autre part. Cette approche reflète, aujourd’hui qu’on bénéficie d’un certain recul en la matière, l’évolution des grandes organisations de partis: Duverger

et la dichotomie partis de masses/de cadres en t_1 ; Kirchheimer et le *Catch-all Party* en t_2 ; Panebianco et les types de partis bureaucratiques de masses/électoral-professionnel en t_3 ; Mair et la cartellisation des partis en t_4 ³¹. En dernier lieu c'est l'analyse comparée de la participation qui se révèle la plus difficile à mettre en œuvre. Il est vrai que plus on se rapproche des acteurs plus le *quantum* de singularité sera considérable: plus la relativité des valeurs politiques paraît grande et plus impérieuse sera la nécessité d'études nationales sinon locales. Elles constituent ainsi le pré requis de toute forme de comparaison micro analytique; mais le risque de généralisation hâtive et de contresens augmentera. En l'espèce le recours à des méthodes comme la théorie des coalitions, très porteuse d'avenir, apparaît trop souvent comme une fuite en avant voire comme un exorcisme: si on met des patates dans un presse-fruits, le nectar obtenu sera d'un goût douteux! Le recours aux méthodes quantitatives ne dispense ni de la plus grande prudence épistémologique, ni d'une analyse culturelle préalable, ni davantage de la critique sémiologique des mots...

Les mots, les noms des partis par exemple ou le brouillard discursif avec ils nappent leurs accords transnationaux souvent hasardeux, on les retrouve toujours et partout dans l'analyse comparative. Les partis en offrent une illustration extrême: dans le combat politique occidental contemporain, on tue avec des mots et pour vaincre il faut convaincre. Et comment convaincre, sinon par la médiation du discours? Un discours qui vise de plus en plus à la séduction et, par conséquent, s'adresse de moins en moins à la raison. Confronté à un tel défi, le politiste qui compare les partis doit se garder des pièges du langage qui procèdent tous de ce que Bourdieu qualifia jadis d'"illusion du savoir immédiat"³².

Nous voudrions conclure en reprenant la réflexion du philosophe et dissident tchèque Karel Kosik:

"Si dans la connaissance de sens commun, les phénomènes et les apparences se reproduisent spontanément comme réalité [...], ce n'est pas qu'ils soient plus proches de la surface et de la perception sensorielle, c'est tout simplement que l'apparence phénoménale des choses est le produit spontané de la praxis quotidienne [...]. Cependant le monde tel qu'il se manifeste à l'homme, dans l'activité et le trafic [...], n'est pas le monde réel, bien qu'il en ait la 'consistance' et l'efficacité'. C'est le monde de l'apparence"³³.

Tableau 1

Procédures analytiques Construction des Objets	Macro-analyse	Méso-analyse	Micro-analyse
Temporalités	longue durée	conjoncture	événements
Sociétés	structures	dialectique de l'acteur et du système	action
Partis politiques	<i>Clivages</i>	<i>Organisations</i>	<i>Participation</i>

NOTES

- * Traduit et cité par G. MINK et J.Ch. SZUREK: *La grande conversion*. Paris, Seuil, 1999, p. 61.
1. ROSANVALLON, P.: "Introduction: le socialisme français et la peur de la social-démocratie" dans FAIRE: *Qu'est-ce que la social-démocratie?* Paris, Seuil/Points, 1979, p. 8.
 2. C'était le cas des amis de F. Fernández Ordóñez qui tous ne suivirent pas leur leader dans l'adhésion au PSOE.
 3. L'origine de la démocratie-chrétienne est de concilier la défense des intérêts et valeurs du Catholicisme avec l'idéal démocratique; il s'agissait d'offrir aux fidèles une autre option que celle défendue par la droite conservatrice. La démocratie chrétienne fut partout un courant de la Résistance antifasciste ou antinazie. En ce sens le seul parti démocrate-chrétien, autre que groupusculaire, que compta l'Espagne reste l'*Unió Democràtica de Catalunya*. Le PNV basque étant un parti de défense de la périphérie.
 4. SARTORI, G.: "Bien comparer, mal comparer", *Revue internationale de politique comparée*, vol. 1, n° 1/1994, p. 19-36.
 5. PIAGET, J.: *Epistémologie des sciences de l'homme*. Paris, Gallimard, 1964, p. 29.
 6. *Ibid*, p. 30.
 7. DAHL, R.A. (ed.): *Political Oppositions in Western Democracies*. New Haven, Yale University Press, 1966 et BLONDEL, J.: *Political Parties: a Genuine Case for Discontent*. London, Wildwood House, 1978.
 8. LIPSET, S.M.; ROKKAN, S. (eds.): *Party Systems and Voters Alignments*. New York, The Free Press, 1967.
 9. BLONDEL, S.: *op. cit.*, et SARTORI, G.: *Parties and Party Systems*. London, Cambridge University Press, 1976. Pour une analyse fouillée cfr. LEMIEUX, V.: *Systèmes partisans et partis politiques*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1985.
 10. ARON, R.: *Démocratie et totalitarisme*. Paris, Gallimard, 1961.
 11. Pour une présentation à la fois succincte et complète des positions des uns et des autres Cfr. BRECHON, P.: *Les partis politiques*. Paris, Manchrétien, 1999.
 12. BADIE, B.: *L'État importé*. Paris, Fayard, 1992, p. 178.
 13. *Ibid*, p. 178-179.
 14. SEILER, D.L.: *Les partis politiques*. Paris, A. Colin, Coll. Compact, 2000, nouvelle édition refondue, p. 40-60.
 15. SARTORI, G.: "Bien comparer...", *op. cit.*
 16. A. AYER.
 17. BOURDIEU, P.; CHAMBOREDON, J.Cl.; PASSERON, J.Cl.: *Le métier de sociologue*. Paris, Monton.
 18. SEILER, D.L.: *Partis et familles politiques*. Paris, PUF, 1980.
 19. KIRCHNER, E. (ed.): *Liberal Parties in Western Europe*. London, Cambridge University Press.
 20. REMOND, R.: *Les droites en France*. Paris, Aubier, 1982.
 21. CRAPEZ, M.: *La naissance de la gauche*. Paris, Berg international, 1999.
 22. Nous avons eu l'occasion de décrire les variations polysémiques des mots "droite" et "gauche" dans l'Europe des 15: SEILER, D.L.: *La vie politique des Européens*. Paris, Economica, 1998.
 23. L'éclatement de l'UCD fut largement le fruit des agissements contradictoires des bureaux madrilenos de la *Friedrich Naumann Stiftung* (FDP) et de la *Konrad Adenauer Stiftung* (CDU) et singulièrement de cette dernière qui refusait tout partage d'influence avec sa concurrente libérale. Quant au délégué de la très conservatrice *Hans Seidel Stiftung* (CSU), il n'éprouvait aucun état d'âme stratégique ayant choisi dès l'origine de soutenir Manuel Fraga et l'*Alianza Popular*: manifestement le bon choix...
 24. ROCARD, M.: "La social-démocratie et nous" dans FAIRE, *op. cit.*, p. 12.

25. *Ibid.*
26. *Ibid*, p. 17.
27. *Ibid.*
28. MINK, G.; SZUREK, J.Ch.: *La grande conversion: le destin des communistes en Europe de l'Est*. Paris, Seuil, 1999, p. 95-120 et p. 132. Cfr. aussi DREWSKI, B.: "Que sont les communistes devenus? Le cas polonais", *La Nouvelle alternative*, n° 38/juin 1995. Sur l'anticléricalisme des postcommunistes du SLD: HADJIISKY, M.: "Pologne, Hongrie, Bulgarie: victoires et limites du 'pragmatisme'" in HERMET, G.; MARCOU, L.: *Des partis comme les autres?* Bruxelles, Complexe, 1998, p. 60.
29. BRAUDEL, F.: *Écrits sur l'histoire*. Paris, Flammarion/Champ, 1969 et *Les ambitions de l'histoire*. Paris, éditions de Fallois, 1997.
30. MORIN, E.: *Sociologies*. Fayard, 1988.
31. Pour une vue d'ensemble: BRECHON, P.: *op. cit.* et SEILER, D.L.: *Les partis politiques*. Paris, A. Colin/Compact, 2000. Pour une vision nouvelle des organisations de partis: RIHOUX, B.: *Les partis politiques: organisations en changement*. Paris, L'Harmattan, 2001. Cfr. aussi DUVERGER, M.: *Les partis politiques*. Paris, Seuil/Points, 1976; MAIR, P.: *Party System Grange*. Oxford, Clarendon Press, 1997 et PANEBIANCO, A.: *Political Parties: Organization and Power*. Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
32. BOURDIEU P. et al.: *op. cit.*
33. KOSIK, K.: *La dialectique du concret*. Paris, Maspéro, 1970, p. 14.